

## POUR PUBLICATION IMMÉDIATE

### LES DONATEURS BLOQUENT DES PROGRÈS QUI SAUVERAIENT DES VIES, CONTRE LE SIDA, LA TUBERCULOSE ET LE PALUDISME

*À l'approche de la Journée mondiale du sida, les compressions imposées au Fonds mondial sont particulièrement dommageables*

**Ottawa, 30 novembre 2011** – Des organismes de la société civile canadienne et mondiale exhortent les pays donateurs au Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme (Fonds mondial) à donner suite sans plus de retard à leurs engagements à l'égard du Fonds mondial. Les personnes vivant avec le VIH, la tuberculose et le paludisme et autrement affectées, ainsi que leurs alliés, enjoignent les pays donateurs de mobiliser sur-le-champ au moins 2 milliards \$ pour l'expansion continue de la riposte aux trois maladies. Sans ce financement immédiat, aucun nouveau programme ne sera envisagé et nous raterons une occasion unique d'endiguer l'épidémie.

La semaine dernière, le conseil d'administration du Fonds mondial a dû prendre des décisions regrettables qui nuiront à l'occasion sans pareil qui s'offre actuellement à nous de contrer, voire vaincre, les trois pandémies relevant du mandat de ce fonds. Plusieurs donateurs faisant fi de leurs responsabilités à l'égard du Fonds mondial, celui-ci a vu son conseil d'administration dans l'obligation d'annuler la plus récente ronde d'occasions de financement et d'exclure plusieurs pays de la possibilité de demander des renouvellements de leur financement et de déposer d'autres demandes. Cela entraînera inévitablement un lourd fardeau de souffrance et de nombreux décès, par ailleurs évitables, en particulier dans des pays en développement.

« La situation désastreuse devant laquelle se trouvent le Fonds mondial et les millions de gens qu'il aide est extrêmement décourageante, c'est le moins qu'on puisse dire. Les pays donateurs — qui font pourtant des déclarations courageuses et visionnaires — semblent manquer d'ambition et ils ont laissé entendre plus ou moins directement à certaines des personnes parmi les plus pauvres du monde qu'elles ne constituent plus une priorité », déplore Nicci Stein, directrice générale de la Coalition interagence sida et développement (CISD).

Ce problème majeur que rencontre le Fonds mondial, dont le travail s'est toujours avéré d'une valeur exceptionnelle pour le prix, arrive à un moment où des preuves scientifiques marquantes viennent démontrer qu'il est possible de stopper la pandémie du sida. Une étude financée par les Instituts nationaux de la Santé des États-Unis a démontré que le traitement antirétroviral présente une efficacité de 96 % pour réduire la transmission du VIH, en plus d'être une thérapie en soi pour la personne séropositive au VIH; on sait, de plus, que ce traitement a un impact positif dans la vie des personnes atteintes de co-infection à VIH/tuberculose. Pour tout dire, quelque 2,5 millions de décès ont été évités grâce à l'introduction des traitements antirétroviraux dans les pays à revenu faible et moyen.

« Depuis janvier 2011, le Fonds mondial ressent les secousses des réflexes primaires de pays donateurs à des reportages médiatiques sensationnalistes et souvent inexacts, à propos d'irrégularités financières, quelques mois après que ces mêmes irrégularités aient été affichées par le Fonds mondial, lui-même, sur son site Internet, et aient fait l'objet de discussions minutieuses de son conseil d'administration », signale Richard Elliott, directeur général du Réseau juridique canadien VIH/sida. « Cette frénésie est utilisée comme un prétexte par certains pays donateurs pour geler leur financement, alors que d'autres se sont refusés à promettre des contributions. Ce sont là des réactions injustifiées et injustes. »

À certains égards, le Canada a été un donateur exemplaire. En septembre 2010, lors du Sommet des Objectifs du Millénaire pour le Développement, le premier ministre Stephen Harper a promis trois années de prolongement du financement du Fonds mondial, avec une augmentation de 20 % sur les engagements précédents. Afin de respecter cet engagement actuel, le Canada doit verser son paiement annuel complet au plus tard le 31 décembre 2011.

« Le Canada a adopté une réponse mesurée, devant les besoins de la santé publique mondiale, et nous savons qu'une préoccupation de premier plan du premier ministre Harper est la reddition de compte — un chapitre de force exceptionnelle du Fonds mondial. Nous avons par conséquent bon espoir que le Canada respectera son engagement à payer son versement de 2011 sans délai et qu'il continuera d'inciter les autres donateurs à démontrer concrètement leur appui », affirme Jean-François Tardif, directeur général de Résultats Canada. « L'absence d'un appui activement démontré, à l'égard du Fonds mondial, aurait des répercussions immédiates et profondes sur les populations les plus vulnérables, notamment les femmes et les enfants, dans les pays les plus pauvres de la planète. »

- 30 -

**Contacts :**

Janet Butler-McPhee, directrice des communications, Réseau juridique canadien VIH/sida, (416) 595-1666 (poste 228), courriel : [jbutler@aidslaw.ca](mailto:jbutler@aidslaw.ca)

Katy Kydd-Wright, gestionnaire de campagnes, Résultats Canada, (613) 562-9240, courriel : [katy@results-resultats.ca](mailto:katy@results-resultats.ca)

Nicci Stein, directrice générale, Coalition interagence sida et développement (CISD), (613) 233-7440 (poste 113), courriel : [nstein@icad-cisd.com](mailto:nstein@icad-cisd.com)

Le **GAMT** (Groupe pour l'accès mondial aux traitements) est un groupe de travail d'organismes de la société civile canadienne qui partagent de l'information et entreprennent des activités conjointes visant à améliorer l'accès aux médicaments essentiels et à d'autres éléments des soins, des traitements et du soutien pour les personnes vivant avec le VIH/sida et d'autres besoins de santé dans les pays en développement.